



La croissance économique pour qui ?

Notes pour une allocution de
Monsieur Henri-Paul Rousseau
Président et chef de la direction

Congrès annuel 2002
– Association des économistes québécois –
Le 17 mai 2002

À vérifier au moment de l'allocution

Introduction

- Tout au long de l'histoire, le niveau de vie des individus a augmenté et les conditions de vie matérielles se sont améliorées dans la très vaste majorité des pays et régions du globe. Il y a eu création de richesse, notamment depuis l'avènement de la révolution industrielle au début du 18^e siècle et la naissance du phénomène de globalisation dont la première vague se situe autour de 1870.
- Mais, la création de richesse ne dit rien sur l'évolution des inégalités entre les individus et entre les pays. Même si chacun peut avoir amélioré son sort, les inégalités de revenus entre les plus riches et les plus pauvres peuvent avoir augmenté.
- La question de la croissance économique ne peut se poser sans celle des inégalités de revenus cependant. Cela est vrai tant à l'intérieur d'un pays donné que d'un pays à l'autre.
- Il existe donc une relation entre la croissance économique et le niveau d'inégalités des revenus. En tant qu'économistes, nous connaissons mal la nature de cette relation. Certes, depuis toujours, les économistes s'intéressent aux relations entre les systèmes incitatifs, les politiques de redistribution de la richesse, les régimes fiscaux et la croissance économique mais clairement ces relations nous sont encore mal connues et surtout font l'objet de beaucoup de controverses.

Première partie – Une représentation graphique

- Si la relation exacte entre la croissance économique et le niveau d'inégalité des revenus est mal connue, il est toutefois possible d'en imaginer une représentation graphique. Supposons donc l'existence d'une relation qui aurait graphiquement l'apparence d'une cloche inversée continue. Le potentiel économique atteint de cette économie est fonction du niveau d'inégalité des revenus.

L'économie #1

- De manière un peu arbitraire, nous supposons que l'économie #1 fonctionne à son plein potentiel lorsque le niveau d'inégalité des revenus (peut importe la façon dont il est mesuré) atteint 50 % (toutes choses étant égales par ailleurs).
 - Aux deux extrêmes, le potentiel économique atteint tend vers zéro :
 - Lorsqu'il n'y a aucune inégalité, l'incitation au travail tend vers zéro et le système économique ne génère que peu de production.
 - Pour des raisons inverses, lorsque l'inégalité est à son maximum, l'incitation au travail tend aussi vers zéro et l'économie devient non fonctionnelle. Il n'est même pas sûr qu'il puisse y avoir des marchés opérants dans un tel contexte.
 - La courbe #1 nous indique que le potentiel économique atteint augmentera au fur et à mesure que les inégalités augmenteront, mais que passé un certain seuil où le potentiel total est réalisé (50 %), le système voit sa production réduite avec la croissance des inégalités. C'est bien sûr un exemple car on ne connaît pas bien la nature de la relation en jeu. Nous empruntons ici à la courbe de Laffer.

Les économies #2 et #3

- Nous pouvons imaginer une infinité de courbes représentant autant d'économies atteignant leur potentiel à différents degrés d'inégalité de revenus.
- Les différences entre les économies représentées par différentes courbes peuvent provenir par exemple de divergences culturelles, sociales ou structurelles entre celles-ci. Ces différences ont trait aux valeurs telles l'éthique des dirigeants, la valorisation du travail, les

préférences fiscales, le goût du risque ainsi qu'aux systèmes sociaux et politiques. Enfin, n'oublions pas que différentes régions géographiques sont dotées de conditions climatiques et de ressources naturelles différentes.

- Nous pouvons donc imaginer deux autres économies, les économies #2 et #3, qui atteignent leur plein potentiel à des niveaux d'inégalité respectivement de 75 % et 25 %.
- De manière intuitive, il semble assez évident, du point de vue des agents économiques, qu'il est préférable de se trouver dans une économie de type #3 plutôt que de type #1 ou #2. Le potentiel économique demeure en effet le même, mais dans une économie beaucoup plus égalitaire. Le passage d'une économie de type #1 ou #2 à une économie de type #3 serait donc Pareto optimal.
- En d'autres termes, plus la courbe se déplace vers la gauche et vers le haut, plus la situation des agents économiques s'améliore. La question est de savoir comment faire pour passer d'une économie dont l'optimum se trouve relativement à droite vers une économie dont l'optimum suppose un degré moindre d'inégalité ?
- À mon avis, il n'y a pas une infinité de possibilité. L'éducation est sûrement un des meilleurs moyens pour assurer un tel déplacement de la courbe. En quoi l'éducation permet-elle cela ? Essentiellement parce qu'elle est en mesure d'agir en tant qu'agent catalyseur de mobilité sociale. Du moins, c'est en grande partie vrai dans les pays démocratiques qui fonctionnent sur la base du mérite (méritocraties).
- En plus de favoriser la mobilité sociale, l'investissement en éducation comporte bien d'autres avantages : augmentation de la productivité; plus grande mobilité de la main-d'oeuvre; diminution de la criminalité et plus grande stabilité sociale (ces deux éléments pouvant avoir un impact positif sur l'investissement privé); meilleur état de la santé publique; etc. De manière globale, l'investissement en éducation améliore sans doute aussi l'allocation des ressources au sein de la société. Plusieurs études démontrent l'existence d'un rendement privé à l'éducation. La controverse demeure toutefois sur l'impact des dépenses publiques en éducation sur le taux de croissance

économique. Des études récentes sont toutefois plutôt positives sur le sujet.¹

- L'investissement en éducation a donc ceci de particulier que non seulement il peut réduire les inégalités, mais il semble aussi en mesure d'augmenter le potentiel économique d'une société donnée. Et cela est vrai autant dans les pays moins développés que dans les pays industrialisés qui misent de plus en plus sur l'économie du savoir. Sur le plan graphique, nous nous trouvons donc dans une situation où la courbe se déplace vers la gauche et s'étire vers le haut (économie #4).
- La réponse à la question : « la croissance économique pour qui ? » posée d'entrée de jeu se résume ainsi : pour le plus grand nombre et de la manière la plus équitable que possible à travers l'investissement en éducation.

Deuxième partie : les obstacles à la croissance économique

- Comme nous venons de le voir, ma proposition principale aujourd'hui est de poser l'investissement en éducation comme une condition nécessaire pour atteindre un certain potentiel économique et même l'augmenter tout en réduisant les inégalités. Mais cet investissement en éducation ne peut être considéré comme une condition suffisante à l'atteinte de ces objectifs de croissance et d'égalité. En effet, les conditions économiques sous-jacentes ont une influence évidente sur le potentiel économique et aussi sur la possibilité de le réaliser.
- D'emblée, j'aimerais vous faire part de mon diagnostic. Il me semble qu'à l'heure actuelle les sources prochaines de la croissance économique soient plus incertaines. En fait, certaines tendances lourdes bien établies et d'autres, plus récentes, pourraient poser un problème à la croissance économique.

¹ Bassanine et Scarpetta, OCDE, Jan. 2001 – Economic Department Working Paper No. 282.
«Does Human Capital matter for Growth in OECD countries ?»

La démographie

- Le vieillissement de la population est un des éléments qui peut être considéré comme un frein à la croissance économique.
- Les variables démographiques ont une influence évidente non seulement sur la croissance économique mais aussi sur le potentiel de croissance de l'économie.
- À l'exception des États-Unis, la situation en occident est préoccupante en raison du vieillissement de la population, mais aussi parce que le phénomène lui-même signifie que la croissance de la population est limitée. Il semble bien que l'immigration ne soit pas suffisante pour inverser la tendance. La situation serait encore plus sérieuse sans l'apport des immigrants.
- La faible croissance de la population limite l'utilisation d'un facteur de production heureusement encore essentiel, c'est-à-dire le travail.
- Les pressions sur les finances publiques qui découlent de l'évolution démographique actuelle vont aussi avoir des impacts. Nous sommes dans une situation où, à l'avenir, il y aura de moins en moins de payeurs de taxes pour financer une demande accrue de services publics, notamment en santé.
- La vague de baisses d'impôts, qui est en cours actuellement au Canada et dans d'autres pays occidentaux, pourrait très bien être de courte durée.
- Une hausse du fardeau fiscal des individus et des entreprises à plus ou moins brève échéance viendrait, elle aussi, limiter le potentiel de croissance économique. C'est un autre canal par lequel le vieillissement de la population peut exercer un frein à la croissance.

Le coût du capital

- Dans la période de l'après-guerre, nous avons assisté au développement sans précédent des marchés boursier et obligataire.

- Ces deux marchés, et plus particulièrement le marché boursier, ont permis aux entreprises de financer leurs activités et leur développement à un coût fort raisonnable.
- Les développements de l'ingénierie financière ont aussi permis à bon nombre d'entreprises de réduire leur coût de financement et de limiter leur exposition aux différents risques financiers qui peuvent être associés à l'utilisation des marchés boursier et obligataire.
- Les récents développements sur les marchés nous incitent à plus de prudence quant à l'avenir. Il se pourrait très bien que le coût du capital soit désormais plus élevé que ce qu'il a été en moyenne ces derniers 20 ans.
- En effet, l'éclatement de la bulle spéculative qui s'est produit dans le domaine des technologies mais qui a frappé l'ensemble des bourses de même que l'affaire Enron viennent probablement de changer la donne substantiellement pour plusieurs années.
- La sévère correction boursière de 2000-2001 a laissé les investisseurs relativement craintifs quant aux perspectives boursières et malgré la reprise économique qui s'amorce, les indices boursiers ont peine à se relever durablement. Le recours au marché boursier comme source de capital ne va pas autant de soit qu'il y a à peine deux ans. Les entreprises doivent « travailler » plus fort pour amener les investisseurs à se commettre.
- Par ailleurs, l'affaire Enron a aussi miné la confiance des investisseurs envers les grandes entreprises tout en ayant des conséquences négatives sur l'ensemble des marchés. Nonobstant l'impact sur les marchés boursiers, on constate que le coût de financement sur le marché des titres à revenu fixe a eu tendance à augmenter récemment. Il n'y a pas de doute, on prête moins aisément aux entreprises.
- Même s'il s'avérait que ces impacts de marché soient de courte durée, les suites de l'affaire Enron sont assez prévisibles, à savoir une augmentation de la réglementation des compagnies publiques

afin d'éviter d'autres mauvaises surprises et de restaurer la confiance des investisseurs.

- Qui dit contrôles accrus dit aussi augmentation du coût du capital. Et qui dit augmentation du coût du capital dit obstacle à la croissance économique.

La globalisation

- La globalisation ou mondialisation des marchés n'est pas un phénomène récent. La première grande vague de globalisation remonte autour de 1870. À cette époque, les flux de personnes, de capitaux et de marchandises ont commencé à croître substantiellement en raison d'innovations matérielles qui ont réduit le coût de transport mais surtout, en raison de politiques commerciales plus libérales.
- Par la suite, le phénomène de globalisation a connu des hauts et des bas avec des phases de repli comme ce fut le cas entre les deux grandes guerres mondiales.
- La globalisation a permis sans aucun doute d'augmenter la richesse globale.
- En principe, nous sommes à nouveau en phase de globalisation active. L'exemple de l'Europe et la création de l'Organisation mondiale du commerce en sont la preuve. Plus près de nous, ce fut d'abord l'ALE puis l'ALENA qui furent mis en place. La ZLEA est à nos portes.
- Toutefois, malgré les apparences, nous sommes peut-être très près d'un point de retournement. Il est possible en ce moment de craindre une phase de repli de la globalisation, surtout du côté des Amériques. Les attentats terroristes de l'automne et le changement d'attitude des Américains marquent certainement un retour du balancier dans ce pays vers plus de protectionnisme. À cet égard, l'exemple des droits compensatoires sur le bois d'œuvre est assez éloquent.

- Sur le plan plus général, le mouvement anti-mondialisation, qui prend de l'ampleur dans plusieurs pays, souligne le mécontentement d'une certaine partie de la population en ce qui a trait aux politiques de libre-échange et au phénomène de globalisation.
- S'il fallait que cette phase de repli de la globalisation se poursuive tout en s'intensifiant, ce serait très dommageable pour l'économie mondiale et plus particulièrement pour les petites économies ouvertes comme le sont le Canada et le Québec. Il n'y a pas de doute, la tendance actuelle est inquiétante et un retour du balancier pourrait éventuellement constituer un frein à la croissance économique.

Un regard vers l'avenir - les sciences de la vie

- À travers le temps, la croissance économique et la création de la richesse se sont grandement appuyés sur de grandes innovations ou révolutions technologiques. Par exemple, dans un passé pas si lointain, on peut penser aux innovations suivantes :
 - le chemin de fer
 - l'électricité
 - le téléphone
 - l'automobile
 - l'informatique et la robotisation
 - les technologies de l'information
- À quoi peut-on s'attendre maintenant ? Quel sera ou quels seront les nouveaux moteurs de la croissance économique ? La révolution informatique et des technologies de l'information s'amplifie mais les avancées technologiques dans ces secteurs auront un impact économique plus limité que dans le passé. Même chose d'ailleurs dans le secteur des télécommunications. Il faudra donc sans doute regarder du côté des secteurs en émergence.
- Sur le plan économique, un retour sur les innovations passées semble nous indiquer que celles qui ont été les plus significatives ont

toutes dans le fond contribué à augmenter le bien-être et la qualité de vie des individus.

- Dans le contexte actuel, il est fort probable que la prochaine révolution industrielle se trouve du côté des sciences de la vie. Il s'agit en effet sans doute du secteur qui sera, dans un contexte de vieillissement de la population, le plus à même d'augmenter la qualité de vie des individus. Et il s'agit bel et bien d'un secteur en émergence qui est à l'orée d'une phase de développement extraordinaire. Il n'y a qu'à penser à la thérapie génique par exemple ou encore aux thérapies cellulaires et moléculaires. Ces secteurs de la recherche sont en pleine ébullition².
- Un élément fondamental cependant distingue cette nouvelle révolution des sciences de la vie des révolutions précédentes comme, par exemple, la révolution informatique. Il s'agit du fait que dans le domaine des sciences de la vie, la croissance des découvertes et de l'innovation sera entravée par des questions éthiques, morales, idéologiques et peut-être même culturelles.
- Bien entendu, il ne faut pas rejeter du revers de la main ces considérations qui sont extrêmement importantes, notamment sur le plan éthique et moral, car les sciences de la vie ont après tout comme matière première l'être humain. Ce n'est pas mépriser ces considérations que de faire ressortir qu'elles risquent de poser certaines limites au développement du secteur et, par conséquent, à l'impact économique que ce développement pourrait avoir.

Conclusion

- À la lumière de ce qui précède, on pourrait être tenté de ressentir un certain découragement.
- Comment réconcilier notre désir d'une croissance économique qui profite au plus grand nombre dans un environnement qui limite de plus en plus la marge de manœuvre des agents économiques privés et publics ?

² Cf. Lacroix, Robert. «D'où viendra la richesse ?», 10^e séminaire Prospectives du Cercle des chefs maillieurs, 20 novembre 2000.

- La réponse tient encore une fois dans l'investissement en éducation.
- Sans être une panacée, l'investissement en éducation permettra à tout le moins de créer des conditions plus favorables à la croissance économique.
- De manière accessoire mais tout de même importante, notre économie repose de plus en plus sur le savoir et il nous faut mousser l'éducation puisqu'elle est un outil privilégié pour s'inscrire efficacement dans les grands courants économiques actuels.
- **En fait, l'investissement en éducation est d'autant plus important que des obstacles se dressent actuellement sur le chemin de la croissance économique.**